

Requête aux fins de saisine du juge des contentieux de la protection dans le cadre d'une procédure de surendettement

(Article R. 713-2 du code de la consommation)

Nous vous invitons à lire attentivement la notice n° 52277 avant de remplir ce formulaire.

Cadre réservé au tribunal

Numéro RG :

Requête reçue le :

Audience :

Vous êtes partie ou tiers à une procédure de surendettement d'un particulier, et vous souhaitez saisir le juge des contentieux de la protection du tribunal judiciaire.

Vous voudrez bien renseigner les rubriques vous concernant, joindre les éventuelles pièces justificatives, puis dater et signer votre déclaration.

Commission de surendettement devant laquelle est déposé le dossier : _____

Numéro de dossier de surendettement : _____

Votre identité et vos coordonnées :

Avez-vous déposé une demande d'aide juridictionnelle : oui non

Si vous êtes une personne morale :

Votre forme juridique (SA, SARL, SAS, SNC, EURL, Association, ...) : _____

Votre dénomination : _____

L'adresse de votre siège social : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal | _ _ | _ _ | _ _ | _ _ | Commune : _____

Pays : _____

Qualité du représentant légal : _____

Nom du représentant légal : _____

Prénoms du représentant légal : _____

Sa qualité (avocat, conjoint, parent en ligne directe, etc.) : _____

Son adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |__|__|__|__|__|__| Commune : _____

Pays : _____

Son adresse électronique : _____

Son numéro de téléphone : _____

Demandes :

Demandes liées à la procédure :

Réinscription après Retrait du rôle Radiation Demande de relevé de caducité

Rectification Omission Interprétation d'une décision en date du |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Événements ou demandes liés au litige :

Saisine en rétractation d'une ordonnance rendue par le juge

Saisine par le débiteur en vue de se voir autoriser à accomplir un acte de disposition

Saisine par le débiteur en vue de la suspension des mesures d'expulsion

Saisine par l'un des créanciers en tierce opposition à l'encontre du jugement :

prononçant un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire

clôturant une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire

Saisine par l'une des parties en remplacement du liquidateur

Saisine par l'un des créanciers en relevé de forclusion en cas de liquidation judiciaire

Saisine par l'une des parties aux fins de résolution du plan ordonné par le juge

Autre : _____

Exposé sommaire des motifs de votre demande :

Indiquez les pièces sur lesquelles se fondent votre demande :

<hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>

Identité des autres parties à la procédure :

S'il s'agit d'une personne morale :

Sa forme juridique (SA, SARL, SAS, SNC, EURL, Association, ...) : _____

Sa dénomination : _____

L'adresse de son siège social : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |_____| Commune : _____

Pays : _____

Son représentant légal (nom, prénom, qualité) : _____

S'il s'agit d'une personne physique :

Madame Monsieur

Son nom de famille (nom de naissance) : _____

Son nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) : _____

Ses prénoms : _____

Ses date et lieu de naissance : |_____| à _____

Son adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |_____| Commune : _____

Pays : _____

Si la personne physique ou morale est une entreprise :

Son n° SIRET : |_____|

Son activité principale : _____

Identité des autres parties à la procédure :

S'il s'agit d'une personne morale :

Sa forme juridique (SA, SARL, SAS, SNC, EURL, Association, ...) : _____

Sa dénomination : _____

L'adresse de son siège social : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |_____| Commune : _____

Pays : _____

Son représentant légal (nom, prénom, qualité) : _____

S'il s'agit d'une personne physique :

Madame Monsieur

Son nom de famille (nom de naissance) : _____

Son nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) : _____

Ses prénoms : _____

Ses date et lieu de naissance : |_____|

à _____

Son adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |_____| Commune : _____

Pays : _____

Si la personne physique ou morale est une entreprise :

Son n° SIRET : |_____|

Son activité principale : _____

Identité des autres parties à la procédure :

S'il s'agit d'une personne morale :

Sa forme juridique (SA, SARL, SAS, SNC, EURL, Association, ...) : _____

Sa dénomination : _____

L'adresse de son siège social : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |_____| Commune : _____

Pays : _____

Son représentant légal (nom, prénom, qualité) : _____

S'il s'agit d'une personne physique :

Madame Monsieur

Son nom de famille (nom de naissance) : _____

Son nom d'usage (exemple : nom d'époux / d'épouse) : _____

Ses prénoms : _____

Ses date et lieu de naissance : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

à _____

Son adresse : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal |_|_|_|_|_|_|_|_|_| Commune : _____

Pays : _____

Si la personne physique ou morale est une entreprise :

Son n° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Son activité principale : _____

Indication des modalités de comparution devant la juridiction

Lors de l'audience, les parties peuvent comparaître en personne, ou bien se faire assister ou représenter.

Assistance : vous vous présentez à l'audience et vous y intervenez tout en étant accompagné(e) par l'une des personnes habilitées par le code de code procédure civile.

Représentation : vous avez désigné un mandataire qui se présente à l'audience et agit en votre nom et place. Vous n'êtes pas tenu(e) d'être présent(e) à l'audience.

Attention :

Vous pouvez vous faire assister ou représenter uniquement par un avocat, votre conjoint, votre partenaire de PACS, votre concubin, un parent ou allié en ligne directe, un parent ou allié en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus, une personne exclusivement attachée à votre service personnel ou à votre entreprise. Par ailleurs, l'Etat, les départements, les régions, les communes et les établissements publics peuvent se faire représenter ou assister par un fonctionnaire ou un agent de leur administration.

Il convient alors d'indiquer dans la rubrique dédiée la qualité de cette personne, ainsi que le cas échéant, son lien de parenté ou la fonction exercée (exemple : petit-fils, Directeur général, etc.).

Si votre représentant n'est pas avocat, vous devez lui fournir un pouvoir spécial signé et daté l'autorisant à vous représenter à la procédure. Le pouvoir doit être signé et daté par vous et par la personne qui vous représente avec la mention « bon pour acceptation du pouvoir ».

Il appartient par ailleurs à la personne qui se présente à l'audience pour représenter une partie d'être en capacité de prouver le lien qui justifie son mandat (exemple : livret de famille, bulletin de paie, etc.)

Votre consentement à la transmission électronique des avis, récépissés, convocations

Vous souhaitez consentir à la transmission électronique des avis, récépissés et convocations adressés par le greffe à une partie par tous moyens, par lettre simple ou par lettre recommandée.

Vous devez pour cela remplir le formulaire cerfa n° 15414 "Consentement à la transmission par voie électronique".

Signature de la demande :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) (prénom, nom) : _____
certifie sur l'honneur que les renseignements portés sur ce formulaire sont exacts.

Fait à : _____ Le |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Signature du demandeur et/ou du représentant légal, sauf si la saisine est faite par un avocat